

**RUSSIE / COMMISSION DES DROITS DE
L'HOMME DES NATIONS UNIES**

**Défaite de la résolution sur la Tchétchénie
extrêmement décevante**

Index AI : EUR 46/033/2003

Pour la deuxième année consécutive, un projet de résolution sur la situation dans la République de Tchétchénie a échoué, portant un coup sévère à la protection des droits humains en Fédération de Russie, a déclaré Amnesty International.

« Des atteintes aux droits humains continuent d'avoir lieu chaque jour en Tchétchénie. Le manque d'action de la Commission face à cette situation constitue un mépris flagrant des souffrances des victimes de ces exactions et de leurs proches, ainsi que des risques auxquels des civils continuent d'être exposés. »

Des civils tchétchènes continuent de « disparaître » au cours d'opérations de commando menées par les troupes russes dans les villages, beaucoup sont ensuite retrouvés dans des fosses communes. Des camps destinés aux personnes déplacées ont été fermés par les autorités russes, obligeant des milliers de gens à se débrouiller seuls dans les républiques voisines pour trouver où se loger ; d'autres auraient été forcés de rentrer contre leur volonté alors que leur sécurité n'était pas assurée. Les combattants tchétchènes aussi commettent de graves atteintes aux droits humains fondamentaux, y compris à l'encontre de membres de l'administration pro-Moscou.

« La Commission des droits de l'homme est l'organe le plus important des Nations unies en matière de promotion et de protection des droits humains où qu'ils soient, y compris dans la République de Tchétchénie. Nous sommes profondément déçus par le choix de la Commission qui, en restant silencieuse pour la deuxième année consécutive, n'a pas su traiter le problème des atteintes aux droits humains fondamentaux et au droit international humanitaire en Tchétchénie, à propos desquelles de nombreuses preuves existent », a conclu l'organisation. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter le site www.amnesty.org